



Paris, le 21 février 2020

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Mediapart : la vendetta contre la FNSEA continue !

Deux jours après le premier volet de son enquête-règlement de comptes sur la FNSEA, Mediapart a publié ce jour un nouvel article à charge laissant penser que la FNSEA n'utilisait pas de manière conforme les fonds destinés à mener la politique de gestion prévisionnelle de l'emploi de la production agricole.

La politique de gestion prévisionnelle de l'emploi (GPE) en agriculture est née d'un accord paritaire signé en 2002 par les organisations patronales et syndicales de la production agricole. Cet accord a permis de mutualiser la gestion prévisionnelle de l'emploi dans un secteur composé de très petites entreprises qui, individuellement, n'avaient pas la possibilité de développer leur propre GPE.

Grâce à une cotisation conventionnelle financée par les employeurs, les organisations syndicales et professionnelles peuvent mener des actions permettant de favoriser l'emploi dans le secteur. Ainsi, un observatoire s'appuyant notamment sur des enquêtes de terrain a été créé. Il permet de mener des négociations au plus près des attentes des employeurs. Des outils à destination des employeurs ont été développés pour les aider dans leurs démarches. Des actions de communication sur les métiers ou sur la prévention des risques ont été menées. Depuis 18 ans, nous pouvons être fiers des réalisations en faveur de l'emploi en agriculture.

La gestion de ces fonds est irréprochable et fait l'objet de procédures strictes. Ainsi, aucune dépense ne peut être engagée si l'action financée n'entre pas dans le champ de l'accord paritaire, pas plus pour financer « des campagnes électorales aux chambres d'agriculture » que pour « renflouer les caisses d'associations à l'agonie » comme l'insinue l'article. Il s'agit d'une règle mise en place, par la FNSEA, dès 2002, dans le cadre d'une gestion prudentielle alors même que la loi n'imposait pas de telles procédures.

Nous réfutons ainsi toutes les allégations tendancieuses de cet article et réaffirmons le respect total de nos pratiques en matière de gestion des fonds destinés à mener une politique ambitieuse de gestion prévisionnelle de l'emploi en agriculture. Nous devons cette gestion irréprochable à l'ensemble des employeurs agricoles pour lesquels nous travaillons au quotidien.

Mediapart, dont la source semble intarissable, profite de l'audience du Salon de l'Agriculture pour, une nouvelle fois, mettre sur la place publique des éléments de gestion interne, sciemment manipulés pour tenter de déstabiliser notre organisation.

Quelle sera la cible du prochain épisode de ce feuilleton à rebondissements ?

Contact presse :

Christine CLAUDON – 07 60 47 44 52 – christine.claudon@reseaufnsea.fr